Résumé non technique du projet de plan de protection de l'atmosphère de l'aire urbaine de Pointe-à-Pitre / Les Abymes

Des concentrations élevées à proximité des axes routiers et des dépassements de valeurs réglementaires

Le bilan de la qualité de l'air réalisé par Gwad'air, association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air en Guadeloupe montre :

- des dépassements de valeurs limite et objectif de qualité aux stations fixes pour les particules PM10 et PM2.5
- l'absence de dépassement de valeurs réglementaires sur les stations fixes de la pour le dioxyde d'azote NO₂. **Toutefois, une campagne de mesures réalisée en 2016 a permis de montré l'impact des activités anthropiques sur la qualité de l'air avec des potentiels dépassements de la valeur limite annuelle le long des filaires sur l'aire urbaine.**

Pour tous les autres polluants réglementés, les seuils de concentrations maximales définis par la réglementation sont respectés dans la région ajaccienne : dioxyde de soufre (SO₂), ozone (O₃), hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), métaux particuliers (arsenic, nickel, cadmium et plomb), monoxyde de carbone et benzo(a)pyrène.

La mise en place d'actions destinées à améliorer la qualité de l'air d'Ajaccio et ses environs est justifiée et passe par l'élaboration d'un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA).

Un outil de gestion de la qualité de l'air : le Plan de Protection de l'Atmosphère

Les Plans de Protection de l'Atmosphère sont établis sous l'autorité des Préfets de département et mettent en place des mesures de réduction des émissions de polluants atmosphériques et d'amélioration de la qualité de l'air.

L'objectif est de protéger la santé des populations et l'environnement en maintenant ou ramenant les concentrations en polluants dans l'air à des niveaux inférieurs aux valeurs limites réglementaires.

Les articles L.222-4 à L.222-7 et R.222-13 à R.222-36 du code de l'environnement encadrent l'élaboration des PPA qui sont obligatoires dans toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants et dans les zones où les valeurs limites et les valeurs cibles sont dépassées ou risquent de l'être.

L'aire d'influence du PPA est définie administrativement comme l'agglomération de Pointe-à-Pitre / Les Abymes telle qu'elle est décrite dans l'arrêté ministériel du 28 juin 2016 établissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000 et 250 000 habitants conformément à l'article R.221-2 du code de l'environnement.

Cette zone regroupe 11 communes; elles constitueront le périmètre d'actions du PPA (ou zone PPA) : Petit-Bourg, Lamentin, Baie-Mahault, Pointe-à-Pitre, Le Gosier, Les Abymes, Morne-à-l'Eau, Sainte-Anne, Saint-François, Le Moule et Petit-Canal.

Il s'étend sur 731 km² et regroupe une population totale de 257 629 habitants soit environ 64 % de la population guadeloupéenne.

Des objectifs de réduction fixés par le PPA

Sur la base d'un diagnostic du territoire et d'études de modélisation, il apparaît que les actions à mener dans le cadre du PPA de l'aire urbaine de Pointe-à-Pitre / Les Abymes concernent en priorité des actions sur le transport et le secteur industriel. Toutefois aucun des autres secteurs d'activités émetteurs ne peut être négligé.

Le plan d'actions visera également une réduction significative des émissions de l'ordre de 40 % pour les oxydes d'azote et de l'ordre de 20 % à 25 % pour les particules par rapport à la situation actuelle.

Un plan en 22 actions sur la période 2018-2023

Dans le cadre de l'élaboration du PPA de l'aire urbaine de Pointe-à-Pitre / Les Abymes, deux groupes de travail ont été mis en œuvre en juin 2017 :

- Atelier « mobilité et urbanisme » : réunissant 12 personnes le 20 juin 2017 ;
- Atelier « Activités productives et industries » : réunissant 16 personnes le 19 juin 2017.

Réunissant les acteurs des différents secteurs d'activité représentés sur le territoire (transports routiers, transports maritimes, transports ferroviaires, industries, secteur résidentiel, secteurs économiques tertiaires, collectivités, mairies et agglomérations, associations), les groupes de travail ont permis de faire émerger des priorités et d'identifier des actions pour améliorer la qualité de l'air et diminuer l'exposition des populations.

AMELIORATION DE LA MOBILITE ET LIMITATION DE LA CONGESTION

- Réglementaire 9 (R9) : Promouvoir la mise en place de plans de mobilité entreprises, administrations et établissements scolaires et les rendre progressivement obligatoires
- Réglementaire 10 (R10) : Développer les flottes de véhicules moins polluants pour les flottes de plus de 20 véhicules, en accord avec la loi TEPCV
- Réglementaire 11 (R11) : Réaliser une étude de faisabilité technique préalable permettant de définir les zones pertinentes et adaptées pour la mise en place d'une réduction pérenne de la vitesse de 20 km/h pendant les heures de pointe
- Accompagnement 6 (A6) : Promouvoir les modes de déplacements moins polluants

AMELIORATION DE L'OFFRE DE TRANSPORTS COLLECTIFS DES PERSONNES ET DES MARCHANDISES

- Accompagnement 4 (A4) : Promouvoir et communiquer sur la charte des transporteurs « Objectif CO₂ »
- Accompagnement 5 (A5) : Améliorer les modalités de livraison des marchandises en ville

MESURES D'URGENCE

- Réglementaire 16 (R16) : Mesures d'urgence en cas de pic de pollution

SENSIBILISATION TRANSVERSALE

- Accompagnement 2 (A2) : Communication sur le PPA et le plan d'action (décideurs et grand public)
- Accompagnement 3 (A3) : Sensibilisation de la population et des acteurs locaux à la qualité de l'air

LE BRULAGE DANS LES SECTEURS RESIDENTIEL ET TERTIAIRE

- Réglementaire 12 (R12) : Rappeler l'interdiction du brûlage à l'air libre des déchets verts et promouvoir les solutions alternatives

LES ACTIVITES PRODUCTIVES

- Réglementaire 1 (R1) : Rendre obligatoire la caractérisation de la granulométrie des émissions de particules pour les Grandes Installations de Combustion (GIC)

- Réglementaire 2 (R2) : Faire une étude technico-économique pour proposer un plan d'actions adapté en cas de pic de pollution
- Réglementaire 3 (R3) : Faire une étude approfondie de la qualité de l'air et des recherches de sources sur la zone industrielle de Jarry
- Réglementaire 5 (R5) : Rappeler l'obligation et vérifier l'efficacité de l'obligation du bâchage ou la mise en place de toute protection pour le transport de pulvérulents
- Réglementaire 6 (R6) : Définir un plan d'actions visant à réduire les émissions diffuses sur la ZI de Jarry
- Accompagnement 1 (A1) : Diminuer l'impact environnemental des chantiers

AMELIORATION DES CONNAISSANCES

- Réglementaire 4 (R4) : Faire des comptages routiers sur les axes, en particulier ceux des Grands Fonds pour affiner les données et l'inventaire spatialisé des émissions
- Réglementaire 7 (R7) : Réaliser une étude des niveaux de poussières dans l'environnement pour les carrières ayant une production entre 50 et 150 000 t/an
- Réglementaire 8 (R8) : Réaliser une étude particulière sur les particules désertiques transfrontalières en Guadeloupe

URBANISME ET PLANIFICATION

- Réglementaire 13 (R13) : Prise en compte par les collectivités dans leurs documents de planification des dispositions permettant d'améliorer la qualité de l'air
- Réglementaire 14 (R14) : Garantir les attendus minimaux en termes de qualité de l'air dans les études d'impact, pour, en particulier, avoir un état des lieux soigné et étudier l'impact du projet sur la qualité de l'air
- Réglementaire 15 (R15) : Fixer des objectifs chiffrés en termes de qualité de l'air aux PDU et politiques assimilées de mobilité et aux PCEAT sur le périmètre du PPA de l'aire urbaine de Pointe-à-Pitre/Les Abymes

Le PPA instaure finalement 22 actions en faveur de la qualité de l'air comportant :

- 16 actions réglementaires (15 de fond et 1 d'urgence) : à caractère réglementaire et opposable dont le respect est obligatoire ;
- 6 actions d'accompagnement : d'incitation et de partenariat dont la mise en œuvre correspond à une recommandation.

L'évaluation du PPA à l'horizon 2025

Dans le cadre de l'élaboration du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'aire urbaine de Pointe-à-Pitre / Les Abymes : l'échéance retenue est 2025 compte-tenu des stratégies de maîtrise des émissions de polluants atmosphériques d'ores et déjà engagées et complétées des actions proposées dans le cadre du PPA.

La situation de référence est construite à partir de l'inventaire régional des émissions le plus récent produit par Madininair, à savoir l'inventaire de l'année 2015. Les polluants qui ont fait l'objet d'une évaluation sont le dioxyde d'azote et les particules (PM10 et PM2.5).

Ainsi, un scénario « fil de l'eau 2025 » et un scénario « 2025 + PPA » ont été calculés. Ce dernier correspond à la situation 2025 résultant de la mise en œuvre des mesures d'amélioration de la qualité de l'air prévues par le PPA au-delà des mesures nationales.

Les résultats modélisés de la mise en œuvre du plan d'actions proposées par ce PPA montrent une amélioration significative de la qualité de l'air tant pour le dioxyde d'azote que pour les particules en suspension.

Cette amélioration s'illustre par une réduction des zones présentant un dépassement des valeurs limites et une réduction du nombre de personnes exposées à ces dépassements :

Populations exposées aux dépassements des valeurs limites	2015	2025 – fil de l'eau	2025 avec actions du PPA	Réduction des expositions entre 2015 et 2025 avec PPA
NO ₂	3 740	1 404	356	90,5 %
PM10	1 650	11	11	99,3 %
PM2.5	0	0	0	-

La population exposée à ces dépassements de la valeur limite annuelle en NO₂ est de 356 personnes en 2025 + PPA contre 1 404 dans le scénario de fil de l'eau 2025 et contre 3740 personnes en 2015.

La population exposée à ces dépassements de la valeur limite annuelle en PM10 est de 11 personnes, comme pour le scénario fil de l'eau 2025 contre 1650 personnes en 2015.

Les actions du PPA ont donc un impact très important (respectivement -90,5 % et -99,3 %) sur la réduction de l'exposition des populations aux dépassements de la valeur limite annuelle en NO₂ et PM10.

Le suivi et la mise en œuvre du PPA

Chaque année un bilan de la mise en œuvre du PPA est à présenter au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) en application de l'article R. 222-29 du Code de l'Environnement.

Afin d'assurer une bonne mise en œuvre de l'ensemble du plan (mesures réglementaires et mesures incitatives), un comité de suivi du PPA se réunit au moins une fois par an.

Il est composé de représentants des services de l'Etat, de Collectivités, d'activités à l'origine d'émissions de polluants atmosphériques et d'associations.

Le PPA est un plan d'actions défini sur 5 ans et révisable à ce terme.